



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 19/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHAUX DE PROVENCE-SACAM

Ancien Chemin de Martigues
13161 Châteauneuf-les-Martigues

Références : D-2025-0043
SPR/101-2025
Code AIOT : 0006401572

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement CHAUX DE PROVENCE-SACAM implanté Ancien Chemin de Martigues 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX DE PROVENCE-SACAM
- Ancien Chemin de Martigues 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401572
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chaux-de-Provence exploite une carrière de calcaire qui alimente l'usine de production de chaux située sur le même site.

La carrière est autorisée à produire 700 kt/an en moyenne de calcaire et 1 Mt/an au maximum, par

arrêté préfectoral n°2003-97C du 16 mai 2003.

Thèmes de l'inspection :

- Suites données à la dernière visite d'inspection du 07/11/2023 ;
- Gestion des épisodes de pic de pollution de l'air aux particules fines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Maintenance des dépoussiéreurs	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 3.12	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Émissions de poussières	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 7	Sans objet
2	Émissions canalisées de poussières	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur 3 points de contrôle, 1 seule non-conformité a été relevée pour des faits dont la gravité et les enjeux sont modérés, et pour lesquels il est demandé à l'exploitant d'apporter des justificatifs dans un délai d'une semaine.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émissions de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2021, article 7
Thèmes : Risques chroniques, Mesures d'urgence
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance prévu à l'article 2.1 du présent arrêté définit, outre les mesures usuellement prises pour réduire les émissions de poussières, les mesures complémentaires mises en œuvre à chaque niveau N1 et N2 atteint (tel que défini à l'article 6 de l'arrêté portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône en date du 21 juin 2017) lors du déclenchement des alertes aux pics de pollution de l'air aux particules fines. La traçabilité de la mise en œuvre de ces actions est tenue à disposition de l'Inspection.
Constats : [Point de contrôle de la dernière visite d'inspection (VI) du 07/11/2023] Le plan de surveillance des émissions de poussières, commun à la carrière et à l'usine, a été modifié/mis à jour en date du 29/03/2024. Depuis la dernière VI, les prévisions des jours de pics de pollution aux PM10 sont correctement enregistrées [le 07/02/2024 de niveau 1, le 30/03/2024 de niveau 2 (poussières désertiques) et le 20/06/2024 de niveau 1]. L'exploitant a réduit de moitié la circulation des engins durant les épisodes des 07/02 et

20/06/2024.

Cette mesure, mise en œuvre lors de ces épisodes de pollution de l'air, est conforme à celle prévue dans le plan de surveillance des émissions de poussières de l'exploitant (N1 : réduction de l'activité de 50 % - le chef de charroi donne l'indication aux conducteurs de n'effectuer qu'un tour sur deux).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions canalisées de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2021, article 4.1

Thèmes : Risques chroniques, Conformité des rejets en concentration

Prescription contrôlée :

Des mesures du débit rejeté, de la concentration et des flux de poussières des rejets canalisés doivent être effectuées selon les méthodes normalisées en vigueur et par un organisme agréé. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, suivant un tableau de normalisation des rejets sous le format ci-après : Si le flux total des rejets canalisés est supérieur à 7 000 m³/h :

Si le flux total des rejets canalisés est supérieur à 7 000 m³/h :

Rejets concernés	Débit (m ³ /h)	maximumFlux (kg/h)	maximumType de suivi	Périodicité de la mesure
Dépoussiéreur n°1	[Débit 1]	[Flux 1]	Prélèvement	2 fois par an
Dépoussiéreur n	[Débit n]	[Flux n]	Prélèvement	2 fois par an

Si le flux total des rejets canalisés est inférieur à 7 000 m³/h :

Rejets concernés	Débit (m ³ /h)	maximumFlux (kg/h)	maximumType de suivi	Périodicité de la mesure
Dépoussiéreur n°1	[Débit 1]	[Flux 1]	Prélèvement	1 fois par an
Dépoussiéreur n	[Débit n]	[Flux n]	Prélèvement	1 fois par an

En cas d'impossibilité technique pour réaliser les mesures, l'exploitant met en place un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm³, apportée par le fabricant. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Constats :

(Point de contrôle de la dernière VI du 07/11/2023)

L'exploitant indique qu'il y a 5 dépoussiéreurs sur le site (périmètre usine) :

- 3 broyeurs ["0/2", "concassage" et "UF" (ultra-fine)]
- triage chaud
- défournement.

- Campagne de mesures à l'émission par ANECO des 28 et 29/05/2024 (4 dépoussiéreurs) : concentration max. en poussières mesurée à 4,44 mg/Nm³ en sortie du dépoussiéreur du concasseur.

- Campagne de mesures du 08/07/2024 en sortie dépoussiéreur "trier chaud" : 8,33 mg/Nm³

- Campagne des 9 et 10/10/2024 (5 dépoussiéreurs) : concentration max. mesurée à 9,41 mg/Nm³.

Les résultats sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maintenance des dépoussiéreurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2021, article 3.12

Thèmes : Risques chroniques, Traitement des rejets de poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une procédure de maintenance et de gestion des pannes des dispositifs de lutte contre les émissions de poussières pour limiter les périodes de dysfonctionnement. En cas d'indisponibilité d'un des dispositifs de lutte contre les émissions de poussières et en l'absence de solution alternative pour maîtriser les envols de poussières, l'installation concernée est arrêtée, ou la piste concernée est interdite d'accès sous un délai raisonnable. Toutefois, en cas de conditions météorologiques défavorables et/ou d'alerte de pollution aux particules fines, ces dispositions sont prises sans délai. Lorsque l'exploitant utilise un ou des dépoussiéreur(s), il met au point une procédure de contrôle visuel permettant de détecter facilement les dysfonctionnements. L'exploitant tient un registre sur lequel sont mentionnées les anomalies de fonctionnement des dépoussiéreurs (date, durée, intervention effectuée, ...). Ces informations sont présentées dans le rapport annuel adressé à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant dispose d'une procédure de contrôle visuel des dépoussiéreurs (FR1B-I-Contrôle visuel des dépoussiéreurs_v16112023_rev1). L'exploitant précise que ce contrôle visuel est réalisé quotidiennement. Toutefois, la traçabilité des résultats de ce contrôle visuel n'est pas présentée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours